

# Ford Blanquefort: «Rien ne justifie une fermeture sèche»... Bruno Le Maire durcit le ton

**EMPLOI** Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire était en visite à Bordeaux ce lundi pour rencontrer les salariés de Ford. Il soutient le projet de reprise du site par Punch pour lequel il a annoncé des soutiens financiers...

*Elsa Provenzano*

Publié le 15/10/18 à 12h39 — Mis à jour le 15/10/18 à 15h53



Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a rencontré des représentants des salariés de l'usine Ford ce lundi à Bordeaux. (Photo by Nicolas TUCAT / AFP) — AFP

- Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire a rencontré les représentants des salariés de Ford à Bordeaux ce lundi, alors que le groupe américain a annoncé son désengagement du site girondin.
- Il a annoncé des mesures financières pour accompagner la reprise du site par le groupe belge Punch, alors que cette option n'est pas privilégiée par Ford.
- Il a pris contact avec l'administration Trump pour faire pression sur les dirigeants de Ford Europe.

« Rien ne justifie une fermeture sèche », a martelé [Bruno Le Maire](#), ministre de l'Economie, venu rencontrer ce lundi les représentants [des salariés du site de Ford à Blanquefort, menacé de fermeture](#). Si le groupe belge Punch s'est manifesté pour reprendre le site qui compte près de 900 salariés, le groupe américain privilégie malgré tout, à l'heure actuelle, la fermeture de l'usine, selon le ministre qui a échangé par téléphone vendredi avec le dirigeant de Ford Europe.

[#lemaire](#) à [#bordeaux](#) sur l'avenir du site [#ford](#) à blanquefort estime que « Ford doit prendre ses responsabilités ». Les collectivités promettent 12,5 millions d'euros et l'Etat 5 millions pour accompagner le plan de reprise de Punch, dont Ford ne veut pas pour le moment.

[10:47 - 15 oct. 2018 · Bordeaux, France](#)

## Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité

« Rien ne justifie une fermeture sèche, nous ne nous sommes pas battus pendant des mois pour trouver un repreneur, examiner les offres de reprise, mobiliser les moyens financiers des collectivités locales et de l'Etat pour qu'au bout du compte Ford nous annonce une fermeture », a-t-il lancé. « Le gouvernement et les collectivités refont le

constat, comme en février dernier, de choses qu'on dit depuis longtemps », a souligné [Philippe Poutou](#), du syndicat CGT Ford.

## Pas de reprise possible sans Ford

La décision de Ford paraît d'autant plus incompréhensible que le repreneur est estimé fiable. « [C'est un repreneur solide](#) qui a une bonne réputation et a fait la preuve dans le passé de sa capacité à reprendre une activité industrielle », a souligné Bruno Le Maire. Il pointe aussi que si l'usine ferme « le coût serait supérieur pour Ford au projet de reprise ». Pour Philippe Poutou, cela fait dix ans que Ford cherche à quitter le site, il veut maintenant accélérer son départ. « Pour qu'une reprise fonctionne bien il faut un engagement de Ford, explique le leader syndical, on ne reprend pas seulement des murs et des salariés mais aussi une activité. Ce qui veut dire accompagner la reprise et investir encore un peu or Ford veut se débarrasser de l'usine une bonne fois pour toutes ».

[Voir l'image sur Twitter](#)



[#poutou](#) s'est amusé du fait que les élus encouragent les salariés à se mobiliser, ce qu'ils font depuis un moment, pour éviter que « [#Ford](#) ferme l'usine en silence ». [#industrie](#) [#emplois](#) [#blanquefort](#)  
[10:56 - 15 oct. 2018 · Bordeaux, France](#)

Le ministre a annoncé une mobilisation financière des collectivités locales à hauteur de 12,5 millions d'euros sur le site pour participer à sa modernisation et accompagner la reprise. « De mon côté, j'ai annoncé aux salariés que l'Etat était prêt à investir 5 millions d'euros (3 millions d'euros pour des mesures de chômage technique qui seraient nécessaires et 2 millions pour investir et moderniser le site) », a-t-il précisé. Il a également

contacté l'administration Trump, qui est disposée à soutenir le gouvernement français sur ce dossier.

## **Un appel au sens des responsabilités de Ford**

« Nous allons nous battre jusqu'au bout pour que la reprise soit l'option retenue pour Ford, c'est la seule qui a du sens, a souligné le ministre. Après des décennies sur un site on ne peut pas partir en se lavant les mains de ce qui va arriver par la suite, ce serait totalement irresponsable ». On ne sait pas encore ce que prévoit le plan de reprise de Punch, qui devrait être présenté aux salariés prochainement. « Nous ne disons pas qu'il faut garder le site dans le même état avec le même nombre de salariés, a précisé Bruno Le Maire. Le site devra évoluer, le nombre de salariés et les produits réalisés sur le site aussi. Mais faire un trait du jour au lendemain nous le refusons. »

Alain Rousset, président de la Nouvelle Aquitaine, a glissé au ministre qu'il serait souhaitable de revoir la législation française pour « qu'on puisse obliger un cédant à accepter une reprise ».

L'offensive du gouvernement sur le dossier redonne en tout cas espoir aux salariés, en lutte depuis des années pour la sauvegarde de leurs emplois. « Il y a l'expérience GM & S, l'Etat n'a pas envie de revivre une reprise foireuse », estime Philippe Poutou.